CHAIRE DE RECHERCHE CONTRIBUTIVE

MSH-PARIS NORD / CNRS

SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE PRÉPARATOIRE

Première session d'entretiens : février – juin 2016

V.2 (dernières corrections 16.12.2016)

Coordination et synthèse : Raphaële Javary

Entretiens : Ariane Mayer, Paul-Emile Geoffroy,

Igor Galligo, Anne Alombert,

Olivier Landau, Arnaud de Champsavin

Projet soutenu par

Fondation de France

Projet
soutenu par
Fondation
de
France

Projet soutenu par Fondation de France

SOMMAIRE

INTRODUCTION **5**

AXE 1 - ÉCONOMIE POLITIQUE ET CONTRIBUTION : TRAVAIL, VALEUR, AUTOMATISATION **7**

AXE 2 - ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT, RECHERCHE, CAPACITATION **21**

AXE 3 - SOCIÉTÉ, TERRITOIRE, PUISSANCE PUBLIQUE **37**

Projet
soutenu par
Fondation
de
France

Projet soutenu par Fondation de France

INTRODUCTION

Ce document présente une synthèse de la première série d'entretiens menés sur le territoire de Plaine Commune entre février et juin 2016 en vue de la préparation du projet de « Territoire apprenant contributif » proposé par l'association Ars Industrialis, l'Institut de recherche et d'innovation en partenariat avec Plaine Commune, la MSH-Paris Nord et le CNRS.

Le territoire de Plaine Commune regroupe 9 communes de Seine-Saint-Denis (93) : Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, L'île-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Saint-Ouen, Stains et Villetaneuse.

Les objectifs de l'enquête préparatoire sont, d'une part, d'acquérir une connaissance du territoire, de ses acteurs, ses réalités et ses enjeux ; et, d'autre part, de faire connaître le projet et de mobiliser les acteurs et partenaires potentiels liés à ses thématiques, afin de préparer le terrain pour les thèses de recherche contributive. Il s'agit ainsi d'identifier des projets existants ainsi que des personnalités susceptibles de devenir des partenaires des chercheurs en thèse. Cette enquête permet de constituer une base de ressources pour les futurs chercheurs de la chaire.

La méthodologie employée a consisté en la réalisation d'une série d'entretiens individuels non directifs, en dialoguant avec les personnes rencontrées à partir d'une présentation générale du projet et de ces principaux concepts (automatisation, distinction travail/emploi, intermittence, contribution).

Les types d'acteurs visés sont les élus du territoire, les entreprises ESS et du numérique, les principaux acteurs associatifs, les grandes industries du territoire, les tiers-lieux (Fab lab, médiathèques, espaces de coworking), les institutions et organismes publics liés à l'emploi et l'éducation, les acteurs du monde hospitalier et de la santé, les agents territoriaux, les lieux d'art et de création, etc.

Les thématiques principales de l'enquête sont l'économie contributive, l'éducation et la capacitation**,** le territoire numérique réticulé, ville intelligente et puissance publique, la santé, et en fin l'art et la création.

La synthèse de la première session d'entretiens (16 entretiens) présente les compte-rendus selon les trois axes définis dans l'appel à candidatures 2016 de la Chaire de recherche contributive – ce classement ayant été réalisé a posteriori.
Lors de cette première série d'entretiens, les enquêteurs Paul-Emile Geoffroy, Ariane Mayer, Igor Galligo, Anne Alombert, Olivier Landau, Arnaud de Champsavin, et Raphaële Javary ont rencontré :

- 6 directeurs d'associations
- 4 agents territoriaux
- 2 élus
- 2 sociologues
- 1 chef d'entreprise
- 1 collectif d'architectes, urbanistes et paysagistes

L'enquête se poursuivra jusqu'en décembre 2016.

Projet
soutenu par
Fondation
de
France

Projet soutenu par Fondation de France

AXE 1 - ÉCONOMIE POLITIQUE ET CONTRIBUTION : TRAVAIL, VALEUR, AUTOMATISATION

Patrick Vassallo
Sylvie Saget
Francis Dubrac
Julien Beller
Bally Bagayoko
Eric Duval

Patrick Vassallo	patrick.vassallo@ville-saint-denis.fr
Fonction(s)	Elu : Conseiller municipal délégué - Développement économique, économie sociale et solidaire, commerce et artisanat, tourisme, temps de la ville. Conseiller communautaire délégué. Président de l'association Franciade (www.franciade.fr) Président de l'I.U.T. de Saint-Denis Dirige le Master développement local, mention ESS
Activité(s)	Depuis 25 ans sur le territoire. Engagé dans l'ESS depuis longtemps. Elu depuis 2001. Acteur associatif, connaît bien le réseau.
Perspectives sur le territoire	Avant, la Seine Saint-Denis était principalement constituée des usines à gaz, du maraîchage, puis des friches industrielles. Puis en 1998, création du Stade de France, dans l'objectif de faire venir des entreprises. Mais le problème : les entreprises du territoire n'embauchent pas sur le territoire. Il y a 140 nationalités sur le territoire. C'est ce mélange, cette diversité culturelle qui créera le nouveau modèle. Il y a 9000 personnes qui travaillent dans 800 structures de l'ESS sur le territoire. Exemple : Réalisation d'ateliers avec les allocataires du RSA : création de bouquets avec des bouteilles, qui sont ensuite distribuées dans les salles de réunions de Plaine Commune. Il s'agit de faire des choses qui ont une utilité, pas de « l'occupationnel ».
Problème(s)	- Les entreprises du territoire n'embauchent pas sur le territoire. - Le rapport au travail est cassé depuis 1, 2 voire 3 générations : les jeunes ont un rapport différent au travail.
Citations	« Le territoire contributif, c'est dans le prolongement de ce que j'ai préparé depuis tout ce temps »

	« Une alternative au capitalisme »
Thématiques	Capacitation Néguanthropie, économie Revenu contributif, droits sociaux et valeur "néguanthropique" Travail
Important, à retenir	Membre du Comité de pilotage du projet

Sylvie Saget	ssaget@lamiel.org La MIEL 113-115, Rue Danielle Casanova 93200 SAINT DENIS Tél : 01.48.09.53.03 Mobile : 06.46.77.21.86 www.lamiel.org
Fonction(s)	Directrice de la Maison de l'Initiative Economique Locale
Activité(s)	La MIEL : Créée en 1998 par les élus. Outil de développement économique par et pour les habitants, créé en parallèle des implantations des grandes entreprises venues de l'extérieur. L'équipe : 9 salariés, 4 conseillers et 3 personnes à la Pépinière de la Courneuve, qui abrite 21 entreprises. But : Aider à la création et au développement des petites entreprises à Plaine Commune. Accueille tout le monde, aucun critère de sélection, sauf celui d'habiter l'agglomération ou vouloir y implanter son entreprise. A l'arrivée, distinction entre : - Porteurs d'idées => accompagnement à l'émergence : a été délégué aux permanences Cités Lab - Porteurs de projets => montage des projets : la MIEL se concentre sur le business plan et l'accompagnement après la création. Les entreprises peuvent être créées à la Pépinière de la Courneuve. Conseil individuel + programmes de formation thématiques collectifs. En 2015 : accueil de 305 créateurs d'entreprises, et autant de dirigeants déjà lancés (350). Après l'accompagnement, 20 à 25% vont créer leur entreprise. En 2015, 67 créations d'entreprises. Le taux de pérennité à 3 ans était en 2014 à 84% (c'était une bonne année).

	Parmi ces entrepreneurs, plus de 80% sont des personnes qui travaillent tout seul (même taux qu'au niveau national). Les entrepreneurs qui vont créer d'autres emplois sont une minorité. Dans la Pépinière de la Courneuve n'entrent que des entreprises qui vont créer des emplois.
Perspectives sur le territoire	La Seine-Saint-Denis est le territoire où le taux de création d'entreprise est le plus élevé de France. On crée très facilement et spontanément, pour différentes raisons : chômage, précarité, et impact du public migrant qui est un « public d'initiatives » : ils ont pris l'initiative de partir, d'agir dans leur vie, ce sont des gens qui sont dans l'action. Et c'est culturel dans les communautés. Mais cela fait aussi des entreprises très fragiles : le 93 a aussi le triste record d'avoir le taux de pérennité des entreprises le plus faible : 1 sur 2 subsiste sur 3 ans, au lieu de 1 sur 3 au niveau national. Par rapport aux programmes d'insertion, où les gens viennent pour qu'on les aide à trouver un emploi, ici ce sont des personnes qui viennent ici parce qu'elles sont dans une dynamique de vouloir créer quelque chose. C'est une matière qui vaut de l'or. Les gens qui viennent à la MIEL sont porteurs de quelque chose, ils ne sont pas en demande mais sont offreurs, proposent. Il y a des idées d'entreprises qui vont permettre de qualifier le territoire, ou d'autres qui sont moins qualifiantes (point chaud, call-box, VTC…).
Problème(s)	- Créer de la dynamique entre les entreprises du territoire : la question du développement endogène. S'appuyer sur la Charte territoire et entreprise de Plaine Commune. Organisation des Rencontres de Plaine Commune Promotion et de la MIEL (événement annuel). - Les perspectives d'emploi pour cette population qui est au chômage sont minimes et effectivement on ne peut pas baser leur avenir dans la société au travers de l'emploi. Par eux-mêmes ils viennent proposer des créations d'entreprise, mais il pourrait y avoir d'autre alternative. Car quand ils viennent proposer un projet, dans cette dynamique, ils sont soumis à la loi du marché, et donc il n'y en a que 20% qui vont réussir à créer, et combien qui vont véritablement résister ? Et donc *quid* de tous les autres qui sont exclus du marché ? - Il y a beaucoup de porteurs de projets dans la restauration, le territoire a une palette de nourriture incroyable, et un taux de création sur ce secteur qui est ridicule. Une centaine de personnes vont venir voir la MIEL parce qu'ils souhaitent créer un restaurant, un traiteur, etc., et de l'autre côté il y en a 10 qui vont véritablement créer, parce que le ticket d'entrée est énorme : il faut avoir un restaurant, ou alors un laboratoire aux normes d'hygiène et de sécurité. Or, tout ceux qui se présentent dans la restauration n'ont pas d'argent. Est-ce qu'on ne pourrait pas imaginer de

	trouver un labo et de le partager entre plusieurs (cuisine au norme) par exemple ? C'est ce qu'a fait Plaine de Saveurs, et ils y ont ajouté un incubateur.
Thématiques	Capacitation Economie contributive Travail Valeur
Important, à retenir	Membre du Comité de pilotage du projet

Francis Dubrac	francis.dubrac@gmail.com Francis Dubrac TP 34 Rue du Maréchal Lyautey, 93200 Saint-Denis
Fonction(s)	Directeur de Dubrac TP, entreprise familiale créée sur le territoire en 1922, spécialisé dans la voirie et l'assainissement. 38 M de chiffre d'affaires, à 80 % en Seine-Saint-Denis. 350 employés. A présidé le MEDEF en Seine-Saint-Denis de 2010 à 2013, avant d'en être exclu par Laurence Parisot. Il y est à nouveau aujourd'hui. MEDEF 93 : rôle d'animation économique du territoire.
Activité(s)	Président de Plaine Commune Promotion Cela fait 25 ans que Patrick Braouezec lui a demandé de travailler avec lui sur la mutation de ce territoire et en particulier de Saint-Denis.
Perspectives sur le territoire	Histoire de la création de Plaine Commune Promotion : - Mi-XIX^{e} : Création de la plus grande zone industrielle d'Europe avec le plus grand nombre d'emplois : grande vague migratoire (bretons, ensuite espagnols, italiens, portugais, maghrébins, africains subsahariens), ce qui produit ce melting-pot de 130 langues parlées sur le territoire tous les jours. - A partir des années 1920, début de la désindustrialisation qui perdure jusqu'aux années 1980.

	- En 1984 : 3 maires se rencontrent pour dire que le territoire est devenu un désert industriel : 650 hectares vides. Les communistes se soucient du bien-être des populations : il est temps de construire du logement social. - Le patronat n'a pas très envie de venir car il s'agit d'une banlieue rouge : aucun patron n'a envie de s'installer dans un territoire hostile. - 1988, création de Plaine Renaissance = Société d'économie mixte (SEM) d'étude d'urbanisme, pour redessiner le territoire de Plaine de Saint-Denis, Aubervilliers. Mais cela n'a toujours pas fait venir les patrons. « Ils ne voulaient pas vraiment venir en URSS. » - 1992 : Patrick Braouezec devient maire : il appelle 13 chefs d'entreprises dont FD. On rompt avec la tradition d'opposition entre le patronat et les communistes. - Patrick Braouezec demande à Francis Dubrac de créer Saint-Denis Promotion avec pour but de valoriser le territoire. Ce sont les patrons qui parlent aux patrons. Plaine Commune promotion : forte de 300 entreprises. Mais rien n'est toujours réglé. - Arrivée du projet du grand Stade : Patrick Braouezec négocie : en échange, couverture de l'autoroute du nord, avec espaces verts etc. Et construction des gares, prolongement de la ligne 13 jusqu'à l'Université de Saint-Denis : des « deals » se font avec l'Etat. => Ce qui fait que nos bons patrons, les promoteurs et investisseurs viennent à la Coupe du monde, et pour la première fois ils vont découvrir la Plaine Saint-Denis : un terrain de jeu fabuleux, le dernier territoire qui touche un périphérique de capitale libre en Europe, où les cocos ont toujours eu à cœur de maîtriser le foncier. Et donc entre 1998 et 2000 : les bureaux de Braouezec et Paillard sont assaillis de demandes d'utilisation des terrains, rachats, construction… Depuis 2000 : 2M de m2 construits. Plus de 60 000 salariés transportés. Entre 15 et 20 000 habitants venus sur le territoire. « L'essai est transformé. » - Sur les savoirs informels du territoire, la créativité du territoire : Les vendeurs de cannabis : « 11 Milliards de chiffre d'affaire. » Territoire plein de bidouilleurs informatique, de créateurs, de personnes trilingues.
Problème(s)	- La problématique qui demeure : problématique sociale

	La problématique de ce territoire : que fait-on des habitants qui ne sont pas employables dans le tertiaire, qui n'ont pas bac + 3 ou 5, qui ne sont pas employés sur le territoire ? Question de la résolution de ce challenge. Création de la charte pour l'emploi du territoire : charte partenariale entre les DRH, la collectivité, et l'association Plaine Commune promotion : chaque DRH s'engage au niveau du cursus scolaire. En 10 ans, les 60 000 postes ont vu un certain nombre de départ et mutation : nous avons pu faire 10% de remplacements : 6000 personnes de Plaine Commune ont pris des postes. On gagne sur le « bac + » mais pas sur les personnes non qualifiées. -> Etat économique qui est à la fois brillant et à la fois très compliqué sur le plan social.
Citations	« Dans ce territoire, ça fonctionne, ça vit. C'est codé. » « Tant que ça ne brûle pas, on se fout de la banlieue. En 2005 – 2009, tout le monde était au chevet de la banlieue. »
Thématiques	Capacitation Economie contributive Travail Valeur
Important, à retenir	Très proche de Patrick Braouezec. Personnalité de gauche, soucieuse des questions sociales sur son territoire. Très ouvert à l'idée d'une transformation de la vision du travail. D'accord avec la distinction travail/emploi. Une sensibilité à la question de l'avenir du travail, la conscience d'être à un tournant. Réceptif à nos propos. L'idée des chercheurs qui travailleraient sur le sujet lui a parlé, il pense même que 20 thésards ça ne suffit pas pour un tel problème. Même s'il ne l'a pas dit, il serait probablement ouvert à des expérimentations avec son entreprise (cf son idée de réduire le temps de travail à 18h, qui montre qu'il est ouvert à l'essai d'autres modèles).

Julien Beller	julien@le6b.fr Association le 6B 06 79 59 06 67 6-10, quai de Seine 93200 Saint-Denis www.le6b.fr

Fonction(s)	Architecte, directeur (bénévole) du 6B, lieu de création et de diffusion à Saint-Denis. A créé le collectif *Existe* en 2007.
Activité(s)	Le 6b contient 170 structures qui se sont réunies, qui partagent des locaux, font de la synergie, du travail en commun. Elles cohabitent, partagent des outils. Ce lieu est venu d'un besoin énorme, non pas du monde des artistes mais du monde du travail, car avec la révolution numérique, on n'a plus des entreprises et des plateaux, mais des gens qui travaillent davantage seuls pour être avec plus de monde. Le 6b est très identifié « lieu de culture » alors qu'il est en fait un espace de travail. Association créée dans un bâtiment abandonné pour fournir des espaces de travail. Démarche incrémentale, modèle ascendant, un projet qui mute en permanence pour s'ajuster. Sérendipité : le hasard du chemin et les circonstances qui se présentent à nous : y réagir de manière productive et fructueuse. Modèle qui part d'une base autonome. Aurait pu naître à Bamako, dans des lieux où il y a une misère, une pénurie d'espaces de travail, d'équipements publics et où la société civile doit se prendre en main pour survivre. Sorte de grand laboratoire à ciel ouvert sur le sujet du travail. Evidemment, l'aspect « culture » rayonne, mais nous sommes aussi un laboratoire sur l'économie collaborative, la gouvernance, l'espace urbain. Exemple : Les Fabriques à rêve. Possibilité de grandir en fonction des projets professionnels que chacun a. Accès aux espaces de 11 m2 pour ? euros mensuel tout compris. Et de nombreux outils mutualisés. Le fait que ce ne soit pas cher, pour nous, nécessite un fonctionnement allégé, une implication de chacun. Les résidents doivent être acteurs. C'est toujours le fil sur lequel on essaye de créer, de pousser : implique une gouvernance participative, implique peut-être une certaine précarité. Domaines dans lesquels le 6B a acquis une réputation (sans l'avoir décidé au départ) : 1) L'art contemporain Pas de ligne esthétique au départ, cela se fait progressivement, il y a des résidents qui s'impliquent, font des cycles, s'affinent, progressent. Nous avons un cadre de pensée plutôt qu'une esthétique. 2) La fête

	Le festif rayonne le plus fort parce que il y a le plus de gens qui en entendent parler. La fête est née parce que le lieu s'y prête, parce que cela amène de l'argent, et parce qu'on aime bien s'amuser. 3) La ville Un architecte ne construit pas forcément des murs : il orchestre des moyens pour répondre à des besoins. Parfois c'est construire du neuf. Parfois c'est orchestrer des gens pour qu'ils réutilisent un lieu. De la même manière, nos actions consistent à questionner la ville qui se fabrique à travers des actions temporaires : Prêter une maison a des Roumains avant qu'elle ne soit démolie ; Faire une palissade avec des artiste et des habitants : pour que le chantier soit pas qu'un traumatisme et que l'on soit fier.
Perspectives sur le territoire	Laisser-faire, innovation : Une des choses les plus fortes sur ce territoire est le laisser-faire : la possibilité de faire des choses, cachées ou non. On peut expérimenter parce qu'il y a beaucoup de chats à fouetter ici. Artisanat : Je suis assez proche des artisans. L'artisan qui travaille, fait œuvre, fabrique : il sublime quelque chose. Rien ne vaut de transpirer avec les autres, de faire un chantier ensemble. Aboutir à une œuvre, avoir fait quelque chose, laisser des traces. Artistes : L'art ou les artistes sont des gens qui nous réapprennent, qui réapprennent aux autres le fait qu'on peut faire œuvre, qu'on peut sublimer les choses. Soit en produisant des choses dehors, visibles, soit sous la forme de manufactures. Souvent, on se dit qu'on sous-exploite tous nos résidents, tous nos artistes qui pourraient faire des choses avec les habitants si on avait les moyens de les rémunérer. - Je suis content de travailler bénévolement ici, je suis à côté de chez moi, je rencontre plein de gens, ça m'apporte des choses dans ma vie même professionnelle, il y a une synergie. Et cela me permet aussi de dire que je participe à ce projet et du coup de pouvoir me vendre ailleurs. Pour moi c'est inscrit dans un parcours professionnel. Comme un architecte ne construit pas avant 45 ans, soit il est salarié en agence, soit il défriche, essaye d'être reconnu sur des sujets. Ce lieu me permet de me créer un cadre, de me créer une identité pour pouvoir dans quelques années y travailler.

Problème(s)	- Participer à ce lieu, c'est être acteur, pas consommateur. La difficulté est de rendre les gens actifs car quand tout le monde contribue les choses sont plus justes, au sens où à la fois ça s'ajuste et au sens économique. Or, ce lieu est grand : aujourd'hui, il y a 14 employés et c'est une difficulté d'avoir des salariés qui du coup ont des droits qui ne sont pas forcément ajustés par rapport aux moyens financiers du lieu. Il y a une incompréhension de deux mondes : aujourd'hui, on a plus de 10 salariés donc ils considèrent que nous sommes un employeur, et je n'ai pas le temps d'aller vérifier à quelle heure viennent les gens, etc. Il va falloir prendre un directeur pour gérer le personnel. - Avant nous partagions tout : la gouvernance, le conseil d'administration se réunissait tous les lundis, et avant on disait tout. Mais l'on se rend compte qu'il y a des choses qu'il ne faut pas dire parce que ça fait beaucoup plus de mal d'en parler : les questions d'argent, de trésorerie, qui ont mis nos salariés dans une mauvaise situation : retard de salaires de 15 jours. - Problème de la gouvernance juridique et du modèle économique à venir qui est à repenser pour le lieu. Nous avons besoin de toute le monde, de toutes les forces en présence sur le territoire. Et que lieu ne devienne pas un lieu d'Etat ou un lieu privé : ne pas faire des locations aux entreprises. Soit on s'y met tous et on arrive à garder le modèle ouvert, généreux, contributif, soit les gens ne se mettent pas avec nous, et les profils des gens vont changer, le rayonnement et le sens profond du lieu aussi. - Nous avons 170 structures et il y a certaines personnes qui ont du mal à payer leur participation aux frais. Nous considérons que certaines structures devraient être aidées mais pas par nous : soit pas la DRAC, soit par la collectivité locale. On ne demande pas d'aide sur notre lieu, on ne veut pas vivre de subvention. Nous avons un budget annuel de 900 000 euros. A peu près 20% de subvention. Nous considérons qu'il faut un équilibre économique pour être légitime. - Pourquoi il n'y a pas de capitaux financiers investis dans ces lieux comme cela a été fait pour Berlin ?
Citations	« La misère est la mère de l'innovation, elle permet de concrétiser des volontés. »
Thématiques	Capacitation Economie contributive Travail Valeur
Important, à retenir	Le 6B : un modèle économique à inventer : réflexion qu'ils vont mener dans l'année 2016/2017 Un lieu d'expérimentation et de création en perpétuelle transformation. Julien Beller a travaillé avec Patrick Bouchain.

Bally Bagayoko	bally.bagayoko@gmail.com
Fonction(s)	Elu. Adjoint au maire de Saint-Denis En charge de l'emploi, insertion, formation, et du sport et des grands événements.
Activité(s)	Président du PLI : Plan Local d'Insertion qui couvre les 9 communes. Sport : impliqué dans les mouvements sportifs, associations sportives. Ancien basketteur. Grands événements : Euro 2016, et soutien pour les JO à Paris. Mission intercommunale Objectif Emploi qui couvre Saint-Denis et Pierrefitte
Perspectives sur le territoire	Présentation du territoire : Villes ouvrières dans un premier temps Territoire de brassage ethnique Positionnement pas loin de Paris : positionnement stratégique avec les zones importantes comme les aéroports Éléments importants dans la richesse de cette ville / amène aussi des réalités auxquelles on peut être confronté Difficultés : Polarité entre la partie nord de la ville ou les gens vivaient et la partie sud avec les entreprises. Désindustrialisation : dans quelle mesure, avec la destruction des emplois, on prépare le coup d'après ? => Tertiairisation : aménagements permettant d'amener l'activité tertiaire = sièges sociaux des entreprises. A côté de cela, une situation sociale de plus en plus fragilisée : aujourd'hui, 40% de la population dionysienne est appelée à la fiscalité. Le reste ne peuvent pas. Autres éléments importants : - Un territoire jeune, avec une population de plus en plus jeune, nécessairement tournée vers l'avenir => Comment on crée ce cap de construction vers l'avenir ? Sujets pour lesquels la jeunesse attend des réponses concrètes : emploi, logement décent, coût de la vie, centralité… Exemple : Floréal ou Les Courtilles = des quartiers qui, malgré les investissements de la collectivité, se perçoivent encore comme enclavés. Mauvaise perception de la population.

	Saint-Denis n'est pas un territoire de transit : moins de départs que d'arrivée sur les 3 dernières années. 15 000 habitants arrivés, pour 2000 à 2500 départs. Ce qu'on entend souvent comme critiques du territoire par les habitants : l'insécurité, la saleté etc. = alors pourquoi ils restent ? Les gens font la somme de ce qui peut les repousser et de ce qu'ils trouvent comme points positifs, résultat : ils restent. Intégration des populations de l'est : Nous on a scolarisé les enfants, on s'est occupé de la santé, du volet social. On a trois sites qui aujourd'hui accueillent les Roms principalement, dans le cadre d'un village d'insertion, en partenariat avec les services de l'Etat. Y compris sur le volet sportif : associations qui bénéficie de créneaux à Francs-Moisins, pour que les Roms bénéficient des activités. Cela se passe plutôt bien. On a toujours ceux qui considèrent que les Roms sont responsables de tous les problèmes de la société. Seul problème : incivilités, le stationnement, les encombrants. Atouts : Dans le regard du territoire, on a aussi de véritables atouts : la solidarité a un sens. Ce sont des populations qui ont la générosité au cœur. De manière importante, particulièrement les femmes, ont une implication importante dans la ville. Associations de particuliers, mobilisation sur les questions éducatives, dynamiques des associations sportives, … Elément positif : contribution spontanée des habitants à l'effort de solidarité, de générosité qui existe sur cette ville. Ce qui est une richesse inestimable car aujourd'hui, si la collectivité devait impulser elle-même ce type de démarche, on n'aurait pas assez d'argent pour le faire.
Problème(s)	- La question du bénévolat Comment arrive-t-on finalement à valoriser ces énergies ? Domaine de plus en plus professionnalisant : les fédérations sportives demandent tellement de diplômes, c'est tellement bureaucratisé que l'on perd des volontés = professionnalisation du bénévolat, comment on le valorise et on le finance ? En même temps l'idée qu'il faut considérer qu'il faut tout institutionnaliser est un vrai sujet. On risque de créer les conditions pour tarir les initiatives par l'institution. Dans une société qui est de plus en plus à regarder les risques, qui recherche davantage de cadres rassurants, les initiatives collectives, spontanées, les associations de fait – très souvent portée par la jeunesse – ont beaucoup plus de difficulté à émerger. On a ces éléments d'évolution de la société qui nous font penser, quand on les croise avec la situation financière des collectivités locales que si on laisse faire, la société qui va régresser. - La contribution des mères de familles. Elles s'organisent pour assurer la traversée des enfants, là où ailleurs c'est le service public, voire des associations Ce sont des gens qui ne demandent pas à être payés, en même temps ils sont contributeurs dans une chaîne d'action qui gagne en efficacité grâce

	à leur contribution. Il y a cette logique de contribution et d'aide qui est de moins en moins réelle parce que les phénomènes de solidarité sont en panne. Et la situation est : quand j'ai donné du temps, j'attends en retour des moyens financiers. L'idée de valoriser ces richesses qui sont inestimables dans une société, c'est essentiel. On fait de l'en-commun. - Les relations entre nouvelles et anciennes populations Nous sommes une terre d'accueil : on nous reproche que l'on fait trop dans la charité, « vous entretenez la pauvreté » disent nos détracteurs. C'est un discours que l'on peut entendre aussi de la part de populations nouvelles. Depuis une dizaine d'années : processus d'arrivée de populations nouvelles à cause du coût du foncier à Paris. Ces personnes arrivent dans un territoire où ils trouvent des atouts considérables mais aussi une sociologie différente, un métissage assumé, qui est une richesse. La population « historique », celle des grands ensembles, considère que, finalement, cette ville on est en train de la fabriquer pour d'autres. Et les nouvelles populations arrivantes disent : nous ne sommes pas suffisamment accueillis, vous maintenez les classes populaires, les ghettos. C'est un choc des regards : et le rôle de la politique est de diffuser un message d'apaisement, d'ouverture. Notre idéal commun est de créer les conditions pour que chacun puisse vivre ici. Il y a quelque chose autour de ça, qui dépasse le cadre financier. - La question du trafic de drogue Le cannabis : c'est un débat sérieux. Les dealers sont des gens qui sont sur l'espace public, ce sont des observateurs de l'espace public. Mieux que des caméras ! Ils sont la fonction qu'on déteste le plus, parce qu'ils amènent de la délinquance. Mais dans une société évoluée on peut se poser la question de la plus-value qu'ils peuvent apporter : gorme de médiation urbaine, pas forcément des indic'. Ils peuvent dire l'état de la situation d'un certain nombre de commerces, du canal. Ils peuvent vous remonter des infos précises sur la délinquance. Dans les quartiers : la régulation existe. Le deal est fait dans des points bien identifiés. Position qui permet de voir arriver les policiers. Logique de respect de certains espaces. Et on a une forme de répartition de l'usage de l'espace public. - La cuisine de rue : vente des brochettes à la sortie du RER A interdite. Bon exemple des réalités auxquelles nous sommes confrontés : on ne peut pas expliquer à une population que le droit chemin est de vivre de son travail de manière honnête et en même temps empêcher les initiatives.
Thématiques	Capacitation Economie contributive Travail Valeur Economie informelle
Important, à retenir	Sujets de terrain à creuser : La cuisine de rue

	Les mères de familles Le trafic de drogue Le monde associatif sportif

Eric Duval	Plaine CoWorking 10 rue Waldeck Rochet 93300 Aubervilliers Tel: 01 41 61 87 59 e.duval@plainecoworking.org
Fonction(s)	Directeur de l'association Plaine CoWorking
Activité(s)	Plaine Co-Working héberge : - 20-25 petites structures - des porteurs de projet, qui ont une compétence et une volonté d'entreprendre. Ils sont accompagnés et nous on leur injecte du collaboratif. - des gens qui n'avaient pas vocation d'aller vers la création mais qui sont sans emploi et ont créé leur activité. L'association paye les locaux et a une salariée. Ouverture officielle en mai 2015 mais réellement début de l'activité en septembre. Capacité de 50 postes de Coworking. Mais comme chaque Co-worker ne vient pas tous les jours : 100 – 150 travailleurs. Ce n'est pas encore rempli : 25 adhérents. Exemple de Kobotisation : Un mathématicien qui avait pour vocation, de par son cursus universitaire, de rentrer dans un grand groupe et de faire du calcul scientifique pour un bureau d'étude. Il ne s'y est pas retrouvé dans son début de carrière. Mal employé ou mal positionné. Il est parti et au chômage : il s'est dit : je vais vendre mes compétences. Il travaille à la mission. Il va revoir des gens de l'industrie, se présente en disant qu'il est un mathématicien au même titre que ceux qui sont embauché dans leur entreprise. Mais il a une ouverture plus grande sur ces compétences. Il a appelé sa société : « Calcul scientifique et coworking ». Il a convaincu 2 ou 3 de ses collègues : il distribue les taches à ses collègues. Des gens qui se rendent indépendant et qui se vendent à la compétence. Travail à forte valeur ajoutée : c'est là où la machine bloque qu'ils interviennent pour ajouter la ligne d'algorithme qui faut.
Perspectives sur le territoire	A la reconstruction de la Plaine, les politiques ont été chercher les sièges sociaux. On se rendait compte que le territoire, c'était 30 000 habitants qui partaient travailler, et 30 000 salariés qui venaient travailler. Aucune vie sociale.

	On ne s'y retrouvait plus sur le territoire ; je l'avais connu avec des côtés ouvriers, des échanges, des presses parisiennes, des cafés et des bars partout, et on se retrouvait avec un territoire avec aucune cohésion. On avait du mal à comprendre ça. J'ai été voir les élus du coin et je leur ai dit : « écoutez, nous on est plein de petites boîtes on a un beau territoire, mais où est-ce qu'on s'installe ? Garantissez-nous une réserve foncière pour qu'on puisse s'installer. » Le mot collaboratif à cet époque-là n'existait pas. Je parlais d'un lieu où l'on pouvait être tous au même endroit : espace d'entreprise, hôtel d'entreprise, lieu commun d'entreprise. - Préparation du Hackathon « Hackez vos élus » à Plaine Commune (septembre 2016) : L'unité de base est le territoire => il est aujourd'hui dirigé, accompagné ou se développe, devient dynamique, grâce aux élus et aux structures locales. Donc il faut exploiter cette structure locale le plus possible.
Problème(s)	- Chômage, transformation du travail Nouvelle façon de travailler : entre 18h et 23h ils ont créé 30 boîtes à Nuit Debout ! Mais ce n'est pas rémunérateur. Ils cherchent à partager de l'information en se disant qu'à un moment donné ça leur reviendra. Eric Duval : je passe 120% de mon temps dans Plaine Coworking, c'est une association, je ne suis pas rémunéré. Je dois trouver du boulot à côté, mais qui ne me satisfait pas. Je me dis qu'à un moment donné je trouverai quelque chose… -Recherche de partenariats de Plaine Coworking avec les banques qui se posent les mêmes questions : Partenariat avec la Société Générale, rencontre avec la Direction générale du Nord de paris, exposition de notre modèle. La société générale ne comprenait pas mais elle veut participer à ça. Les banques sont les partenaires obligatoires de l'entreprenariat, mais elles ne savent pas leur parler et elles ont une mauvaise réputation auprès des entreprises. Il y a un modèle scalable de start-up qui va se développer à vitesse grand V => Une banque ne peut pas concurrencer avec ce modèle-là.
Thématiques	Capacitation Economie contributive Travail Valeur
Important, à retenir	Un espace de co-working lancé sur des principes intéressants de collaboration et de partage des savoirs/informations.

Projet soutenu par Fondation de France

AXE 2 - ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT, RECHERCHE, CAPACITATION

Pauline Clech
Valérie Bouet
Projet de Rénovation urbaine de Franc-Moisin
Christine Bellavoine
Frédéric Couchet
La Maison des Jonglages

Pauline Clech	pauline.clech@yahoo.fr
Fonction(s)	Auteure d'une thèse en sociologie : *Engagement et mobilité sociale par la culture, étude de trois configurations politiques et artistiques – 1960-2014* (Labo OSC : observatoire sociologique du changement / Science Po)
Activité(s)	Membre de l'association Sciences Pop : association d'éducation populaire avec des chercheurs de Saint-Denis. Réside à Saint-Denis.
Perspectives sur le territoire	Présentation de sa thèse : Travail sur les formes artistiques légitimées en banlieue communiste depuis les années 1960. Quelles formes artistiques sont légitimées localement ou pas ? Historique du rapport des communistes avec l'art et l'éducation : 1) A partir des années 1960 Place prépondérante d'une philosophie politique communiste très importante : l'art en tant qu'outil politique d'émancipation. L'art était central pour les communistes d'une génération, à partir des années 1960 jusqu'à la fin des 1970. Philosophie politique communiste : soutenir la création, tout ce qui apporte du nouveau dans le regard qu'on porte sur la société, et dans l'histoire de l'art. Mais leur but était de transformer la société. Penser des nouvelles formes, des nouveaux types de rapports sociaux. Acquisition d'un capital culturel. Période de banlieue rouge où elle était un espace de légitimation de l'art. Lang s'est inspiré du programme commun qu'il y a eu jusqu'en 77. Ce sont eux qui ont contribué à former l'exception française.

	L'art était une dimension du militantisme comme une autre. 2) Tournant fin des années 1970 Au sein du PCF, tournant ouvriériste très fort : les intellectuels et artistes n'ont plus le vent en poupe. Le tournant se fait avec des personnes qui ne sont pas ouvriers mais qui ont un discours populiste. Les communistes sont socialisés dans l'idée que l'art est élitiste. 3) Le cas particulier de Patrick Braouezec : Trajectoire très singulière. Braouezec a été socialisé dans cette idée. Mais il vient de milieu populaire, il n'a pas grandi dans le communisme, pour lui la culture était indispensable à son émancipation personnelle, il a été instituteur. Il est entre les deux : entre les élus communistes très méfiant vis-à-vis de l'art, mais il ne pouvait pas s'apparenter à eux. Il est dans un entre deux. Il n'avait pas une philosophie politique très forte concernant l'art. Une fois qu'il voit que quelque chose se crée qui est intéressant, il légitime.
Problème(s)	Il existe sur ce territoire une incorporation de ce que Pauline Clech appelle un « capital culturel illégitime » qui n'est pas reconnu. Il faudrait le faire reconnaître. Cela nécessite un travail sur les institutions, et donc que ce ne soit pas les mêmes types de gens qui dirigent ces institutions.
Thématiques	Art, création Education, Recherche Capacitation Territoire apprenant
Important, à retenir	Sciences Pop : association de chercheurs doctorants sur le territoire faisant de l'éducation populaire. http://www.sciences-pop-saint-denis.fr/Sciences_Populaires_a_Saint_Denis/Accueil.html

Valérie Bouet	Pôle usages numériques Direction générale 01 49 33 71 20 ou sec 63 31 valerie.bouet@ville-saint-denis.fr
Fonction(s)	Chargée de mission numérique TIC à la Mairie de Saint-Denis
Activité(s)	Plusieurs axes de travail : 1) Déploiement du très haut débit, avec Alain Vaucelle et le CG93

2) Aspect éducation numérique : champ important, niveau scolaire, maternelle et élémentaire

- Le rectorat décide des outils. On ne doit pas être sur le champ pédagogique a priori mais on y va un peu, et on essaye de travailler sur la gouvernance autrement. Aujourd'hui on a une équipe très ouverte au rectorat de Créteil avec laquelle on peut être dans la co-construction.

- Le projet tablette suite à l'Appel à projet de l'Education nationale :
Dans trois écoles, au primaire, on met deux flottes de tablettes par école. Il y aura douze tablettes élèves et une tablette enseignant dans 2 classes par école. L'idée n'est pas d'en avoir une par personne. Maintenant l'Education Nationale est plutôt pour un équipement qui permet de générer du collaboratif. Un outil qui va permettre de travailler en collaboration et pas de faire chacun dans son coin.
Ce projet démarre en septembre 2016.
Les enseignants ont un accompagnement pour ce projet. C'est Canopé qui travaille sur tout l'aspect pédagogique. Ils les voient en avril avant qu'ils n'aient les tablettes, pour parler de ce qu'on peut faire avec, les outils, les logiciels, les applications.
Cette expérience fera l'objet d'une évaluation pédagogique par le rectorat. Nous nous aurons la partie évaluation technique et financière

3) Aspect médiation numérique : EPN et centres sociaux. Diffusion de la culture numérique

Les animateurs des centres ont dit : comme on ne maîtrise pas, on ne sait pas faire, on se fait déborder, les enfants sont beaucoup plus agiles que nous. Après ils ont dit on arrête tout, on ne fait plus. Là on recommence quelque chose. On travaille avec les médiathèques, on est en lien.

Les espaces publics numériques (EPN) : la Cyberbase centre-ville qui est rattachée à la direction de la jeunesse (dans la Maison de la jeunesse). On a 5 animateurs sur place : accompagnement de projets, formation au sein de la Cyberbase centre-ville. Le reste est dans les maisons de quartier. Il y a de l'accès libre et des temps de formation.

Nous avons déjà fait un salon « logiciel libre » avec l'APRIL, ainsi que des « Install party ».

4) La partie : e-administration, numérisation de l'administration

Médiation et inclusion au services administratifs : Projet DSL (Développement Social Local) : co-construire un projet avec les habitants vis-à-vis de la médiation numérique : travail avec la sociologue Christine Bellavoine. Démarrage d'un atelier auquel on associe beaucoup les gens du social, de la santé. J'ai peu travaillé avec eux jusqu'ici. On sent qu'il y a une appropriation difficile. Comment travailler avec tous les travailleurs sociaux, avec Pôle Emploi, autour de la problématique de l'insertion, Emmaüs Connect, et la CAF qui a fait un gros travail sur la médiation numérique. Essayer de monter un séminaire plutôt à visée

	professionnelle et pour les élus autour de ces questions-là. Déboucher sur des projets portés par les directions des différents secteurs.
Perspectives sur le territoire	- Il y a 65 écoles à Saint Denis et 35 centres de loisirs. 15 000 enfants scolarisés. - Territoire où il manque des enseignants partout, les enseignants se protègent en étant en position frontale. Ils ont du mal avec la pédagogie inversée, plus individualisée. Le numérique est un levier pour aller vers d'autres types de pédagogies. Nous on vient sur le champ de l'équipement, mais l'idée est que l'équipement réponde à la pédagogie visée. Types d'outils numériques expérimentés sur le territoire : - Des ordinateurs dans les classes : 2 ordinateurs dans tous les cycles 3 et dans les classes spécialisées (qui sont équipées prioritairement). Un enfant peut aller faire une recherche. - Travail sur les vidéoprojecteurs interactifs. C'est du classique aujourd'hui dans les salons numériques. Mais ce n'est pas intégré dans la pratique scolaire. C'est un outil très frontal, mais qui pourrait être utilisé autrement. En maternelle il y a des enseignants qui utilisent cela de façon merveilleuse. Et d'une classe à l'autre on voit ce que ça change. - Classes mobiles avec des ordinateurs portables - Le projet tablette
Problème(s)	- Travailler l'acculturation numérique dans les quartiers et avec les familles. On sent bien que c'est là où on a à bouger aujourd'hui. - Problème du fonctionnement de l'Education nationale. L'EN part d'en haut et ça descend. Arrivée du plan tablette du jour au lendemain. Concrètement à quoi ça sert ? Le professeur, que va-t-il en faire ? On n'a pas l'impression qu'il est très réfléchi. Est-ce qu'il est économique ? Le rectorat balance des équipements, il y a de l'argent pour ça et on y va. On ne sent pas que la liaison avec les pédagogies inversées soit faite. Autre exemple : dans les classes de TPE (enfants de 2-3 ans), les enseignants vont être dotés d'une tablette. Pourquoi ? comment ? Et quand on pose la question au conseiller et à l'inspecteur, quel rapport ? pourquoi ? => Pas de réponse. On sent bien que ces mouvements-là ne sont pas toujours en cohérence. - Nécessité de l'observation, de la prise de recul : il y a une ouverture à ça. Mais pour l'éducation il faut que cela passe par toutes les strates de l'Education Nationale. Mais du côté collectivité on est plutôt favorable à cela.

	Idée de déployer cette qualité d'observatoire, ce n'est pas encore ficelé, abouti. J'ai entrepris de créer un temps commun entre nos élus, des inspecteurs, des conseillers pédagogiques. C'est très ponctuel, pas visée à scientifique, mais cela permet au moins de partager en commun ce qu'on voit : 10 temps d'observation et 1 temps de rencontres avec les équipes pédagogiques. Il y a une petite synthèse qui contient une élaboration des demandes des enseignants. C'est compliqué parce qu'il n'y a pas d'espace-temps pour ça : rien que pour faire cela on franchissait des zones de pouvoirs : administrations, élus, et inspecteurs et conseils pédagogiques.
Thématiques	Education Territoire numérique réticulé Territoire apprenant
Important, à retenir	L'ensemble des initiatives éducatives viennent de l'Education nationale et du rectorat : nécessité de passer par eux.

Projet de Rénovation urbaine de Franc-Moisin	Jean-Paul Lebas Catherine Tricot Thomas Boucher jean-paul.lebas6@orange.fr
Fonction(s)	Catherine Tricot : Urbaniste, rédactrice en chef de la revue *Regards* Thomas Boucher : Paysagiste Jean-Paul Lebas : financier et sociologue, militant associatif des Compagnons bâtisseurs
Activité(s)	Présentation d'un projet de Rénovation Urbaine pour Franc-Moisin : L'ANRU a donné un accord de principe, a signé un protocole de préfiguration. S'est engagé à financer 30 à 50% des investissements. Sont nommés depuis le 3 février. Le dessin doit sortir avant février ou septembre.
Perspectives sur le territoire	Quartier de Franc-Moisin en totale relégation. Depuis la Loi Lamy, les projets de Rénovation Urbaine incluent la création de conseils citoyens. Nous nous sommes trouvés face à 15 habitants du quartier. « Le conseil citoyen c'est de la merde, ras-le-bol rénovation urbaine. Nous, on veut du boulot et un avenir pour nos gosses. » Il y a des compte-rendu écrit. 30 ans de politique de la ville dans ce quartier. Efforts sur le « hard » : le paysage, le béton, les démolitions… Très peu sur le « soft » : la vie quotidienne des habitants.

	Vu le taux de chômage des jeunes dans ce quartier, il est nécessaire de faire des choses à travers le travail. Développer l'auto-réhabilitation accompagnée sous forme associative. Mettre en valeur ce qui était déjà entrepris en terme d'agriculture urbaine. Créer une recyclerie, une ressourcerie. Histoire du quartier : Après la 2e GM, un immense bidonville, qui a été rasé en 1970. A partir de 70, grande politique du logement social et construction de la cité HLM Franc-Moisins telle qu'on la connaît aujourd'hui. Entre temps l'autoroute A1 a été réalisée : elle coupe le quartier de FM du centre de Saint-Denis. Ainsi que le Canal, puis l'A 86. Le seul débouché de ce quartier actuellement est le quartier des 4000 à la Courneuve. 15% de logements vacants dès le départ, à l'inverse de pas mal de grands ensembles. Franc-Moisin s'est dégradé : Des logements trop grands, trop chers à louer, même pour les familles nombreuses. Aspect territoire enclavé : les gens à qui on proposait un logement à FM cherchaient le plus vite possible à en sortir. A l'époque il n'y avait aucun pont. Quartier qui a été d'emblée enfermé sur lui-même. Le pont a été construit en même temps que le stade de France ! Cela a été une des contreparties exigées par PCo à la construction du stade. Encore aujourd'hui, comme il s'agit d'un pont tournant sur le canal, on peut enlever le pont quand on veut pour bloquer le quartier : pendant les matchs ils ouvrent le pont pour que les habitants ne sortent pas vers le stade ! La passerelle piétonne est impraticable pour les personnes à mobilités réduites, personnes âgées, personnes avec des sacs de courses, poussettes… Déjà à l'époque de la construction du stade, l'application des remèdes de la politique de la ville avait commencé depuis un bon moment. Toutes les procédures dites de politiques de la ville y sont passées. La dernière en date : plan Borloo en 2004. Toutes les soi-disant recettes pour éviter la relégation de ces quartiers n'ont pas fonctionné. La vie de la population ne change pas, elle a concrètement empiré. Et il y a 45% de jeunes au chômage. C'est la raison essentielle pour laquelle il faut qu'on se creuse les méninges pour expérimenter une économie contributive.
Problème(s)	- Comment on fabrique un nouveau quartier ? Construction démocratique à inventer. 12000 habitants qui vivent deux réalités très différentes.

	Quartier de primo-arrivants : ce sont des gens qui ne manient pas la langue. 1e partie de ma réflexion : comment faire pour avoir une construction démocratique, contributive d'un projet, sachant que dedans, tout le monde n'est pas à la même place ? Il y a du savoir-faire qui n'est pas naturellement partagé. Un urbaniste a absolument besoin d'être en relation avec des personnes qui réfléchissent à ces questions. Il y a du choix politique qui intervient. Projet dans lequel il y a de l'argent public, des moyens de tous ordres, et de la décision politique. Comment on conçoit et on fabrique un quartier qui ne soit pas une tarte à la crème de concertation bidon ? - Sur le dialogue avec les habitants : Je pense qu'on est face à une strate d'habitants qui ne retrouve sa capacité réflexive que par le biais du faire, et non pas par le biais du dire. Dès l'instant où on emploie un mot qu'ils ne comprennent pas, ils disjonctent carrément et tu ne peux plus les rattraper. - La question des capabilités : Quand les habitants contribuent au chantier, ils augmentent leurs capacités, leurs capabilités etc… Lors d'un conseil citoyen, une vieille dame a dit qu'elle voulait revenir au temps du bidonville. Elle dit que c'était super. Pas parce que c'était super de vivre dans la boue, mais parce qu'il y a une unité qui s'est perdue. Plus on balance d'argent, plus ça se dégrade en réalité sur le plan humain. Cette fois-ci on va balancer 70 Millions d'euros. - La question du bénévolat (Jean-Paul Lebas) : Je me demande si on ne peut pas passer des modèles actuels des associations, à une économie de troc, puis à un revenu de base et un revenu contributif. Parmi les thèses intéressantes à mener, il y aurait notamment le thème du bénévolat. Les bénévoles ne cherchent pas à un revenu de base. Je connais bien le bénévolat des Compagnons bâtisseurs : le bénévolat est dans notre cas un peu donnant-donnant. La plupart des bénévoles qui travaillent sur le chantier, ce sont des voisins, et ils aimeraient bien qu'on les aide ensuite. En tant que militant associatif, je serai très preneur d'une étude sur le sujet, il s'agit de donner un sens à leur action, dans un cadre macro-économique qui serait fondamentalement modifié. Même si l'on enlève les mouvements sportifs, on a en France dans le domaine de l'action sociale, 3 millions de bénévoles. Le bénévolat est toujours gagnant-gagnant. Les bénévoles ont toujours une raison pour donner leur temps. Chez les Compagnons bâtisseurs, nous faisons en sorte que les bénévoles utilisent la procédure de la VAE, de façon à ce qu'au bout d'un an ils aient un certificat. Les financeurs, qui subventionnent, demandent des comptes. Suppose un mode de raisonnement radicalement différent du mode actuel.
Thématiques	Capacitation Travail Bénévolat

	Rénovation urbain
Important, à retenir	A propos de la chaire de recherche : - Lebas suggère une thèse sur le thème du bénévolat - Le collectif suggère la participation d'un thésard au projet de Rénovation urbaine, pour les aider à déterminer ce qu'il faut faire et ne pas faire, éventuellement expérimenter le revenu contributif, etc. - JP Lebas fait partie des Compagnons Bâtisseurs de France : intéressante réflexion sur le bénévolat

Christine Bellavoine	christine.bellavoine@ville-saint-denis.fr
Fonction(s)	Sociologue à la mairie de Saint-Denis.
Activité(s)	Mon travail : entendre les collègues et les élus sur les questions qu'ils se posent. Partir de cela pour aboutir à des questions d'études ou de recherche. => Travail de lien entre recherche et action publique. Réel intérêt à avoir une ressource en interne qui peut être une aide au niveau méthodologique pour que les acteurs puissent poser les questions de manière plus large que dans leur activité. La restitution d'études ou de recherche est loin d'être le seul outil pour travailler le lien entre recherche et action publique. Le processus même de l'étude et de la recherche qui est mené avec les acteurs est la plus sûre garantie d'une parfaite incorporation des résultats de la recherche. Travail d'élaboration théorique qui permet le décentrage, qui permet aux gens d'intégrer les résultats des travaux de recherches et d'études. Rencontre avec Jean-Claude Vidal, sociologue intellectuel compagnon de route du Parti Communiste. Avait proposé à Patrick Braouezec de créer le secteur études locales dans les années 1990. Ce n'est pas usuel d'avoir des sociologues dans une mairie. 2 sociologues : - Pôle socio-démographique : Nadège turpin - Pôle études (CB) Trois missions principales : 1) Analyser et fournir des données de cadrage socio démographique. Pas de budgets dédiés. Travail avec des chercheurs : des stagiaires M2 sociologues ou géographes ou un atelier professionnel avec Paris I et Paris 10 : convention avec les laboratoires. 2) Socialiser les études et les recherches : question de la transmission très compliquée. Revue disponible en ligne.

	Dans certains cas, ne pas travailler sous forme d'études mais sous forme d'intervention sociologique, en recherche action. Les accompagner, avoir une approche réflexive. 3) Création de L'observatoire social (sans moyen, sans services). Les résultats des travaux de l'Observatoire social constituent le corps de l'ABS (analyse des besoins sociaux) annuel.
Perspectives sur le territoire	Depuis quelques années, je me rends compte que j'étais plus attirée sur l'interne que sur les dynamiques des évolutions de population. Dans les dynamique locales, la question de l'activité même du service public était en difficulté. • Il y a 5 ans : assistantes sociales en grève, qui demandent des vigiles car elles sont agressées par les habitants. Rencontre de ces AS. Travail sur le travail social à Saint-Denis : organisation de travail en difficulté. • Puis étude sur le travail dans les écoles, où la collectivité avait fait une réorganisation de ce travail sur 5 groupes scolaires et avait souhaité faire une évaluation de la transformation des organisations. • Enfin, travail sur l'accueil : Accueils très perturbés dans le secteur social. Remontée d'agressivité des usagers. Turn-over, arrêts maladies… Des directeurs m'ont alertée, souhaitant réfléchir là-dessus. • Montage d'un atelier sur les SCIC, qui se beaucoup aujourd'hui. Je vois là une nouvelle manière de développer l'action publique, sans les budgets de l'action publique (il y a une collectivité dans la SCIC). Création d'un centre social en SCIC, pour promouvoir la place des habitants dans une gouvernance horizontale, mais bien évidemment ça fait des économies par ce qu'il n'y a pas d'argent public. • Un travail intéressant : le travail sur les cycles de vie de Chantal Drancourt, sociologue qui a été proche de Dominique Méda. Son approche globale est très intéressante. C'est une des rares chercheurs qui a une idée globale des choses : questions de genre, questions liées à l'activité, questions liées à la protection sociale, etc. et de conciliation des temps des sociaux. Elle a animé une ACI (action concertée incitative), ce sont des programmes dans lesquels des chercheurs de sensibilité et de discipline différentes essayent de construire des nouveaux paradigmes de recherche. Animation d'une « ACI conciliation des temps sociaux » : temps du travail, temps familial, temps ou on va s'inscrire dans des appartenances sociales. Il s'agit de quitter l'approche d'articulation famille /travail qui consiste à la penser au niveau de la vie quotidienne, alors que l'idée c'est de le penser sur toute la vie : et là pareil, cela peut tout bousculer. On quitte les

	trente glorieuses avec les trois temps qui sont : la jeunesse (=formation), l'âge adulte (=travail), et la vieillesse (=le repos) => ce sont des cycles réversibles, et la protection sociale devient protection des virages, des bascules, des passages d'un cycle à l'autre. Dans ces cycles, on élargit l'activité pas seulement au travail salarié, qui est un travail de production et pas de care, d'investissement militant, de formation. L'approche par le genre est intéressante car elle permet de prendre en compte que lorsqu'on parle de l'égalité h/f, on prend le référentiel masculin : que les femmes puissent être autant que les hommes à fond de leur travail. Alors que si on prend le modèle féminin, on considère que le soin, la reproduction et le temps sont aussi importants…
Problème(s)	- Prendre en compte le développement social comme partie intégrante du développement On a cette idée que Plaine Commune serait en charge du développement, et que de l'autre côté il y aurait le social. Mais le social n'est pas du tout considéré comme du développement, comme partie intégrante du développement. Il faudrait hisser le paradigme du développement social à un plus haut niveau d'intérêt et de moyen. - Problématiques de la recherche-action Démarche de recherche-action avec des gens domiciliés : ils se réunissent tous les mercredis, et ils vont monter une association, et leur réflexion est d'une grande intelligence. En tant que chercheuse je trouve ça génial. Mais vis-à-vis des collègues de l'action publique, cela fait remonter tous les dysfonctionnements. Les acteurs de recherche contributive qui vont s'engager doivent savoir cela, il faut qu'ils soient préparés à ça. Le doctorant va être dans une posture inhabituelle. La recherche-action, le principal : les acteurs se posent des questions. Souvent, la manière dont ils se posent les questions externalise les causes. Le travail du chercheur va peut-être être de dévoiler ou leur faire prendre conscience que ça ils en sont peut-être aussi à l'origine, qu'effectivement ce qu'ils font ne répond pas à ce qu'ils veulent faire, ou alors que leur organisation a un dysfonctionnement… C'est quelque chose de réflexif : il faut que les doctorants qui s'engagent soient accompagnés dans le travail réflexif. Accompagner les gens sur ce cheminement d'ouverture de la réflexion sur leur propre pratique. Quand ça marche, c'est quand les personnes acceptent ce retour, le mettent en travail sans se sentir jugés. Ce serait super que les temps collectifs soient vraiment des temps ou tout ce monde-là entende les recherches qui sont faites ailleurs, et qu'on mêle tout le temps chercheurs/acteurs. Exigences de la socialisation des études : pas que le partage dans un temps « T », mais aussi dans le temps, comment on monte en compétence

	collective, par les temps de recherche collective et par les temps de mise en commun où on fait des temps de débat autour des résultats. Ces sujets forcément vont se répondre. A chaque fois, il faudrait que les restitutions soient ouvertes à toute la communauté des chercheurs acteurs qui sont dans le dispositifs.
Thématiques	Recherche Recherche-action Education Capacitation Sociologie
Important, à retenir	Volonté d'être un conseil pour les chercheurs pour la posture, la méthode action, recherche action. A des contenus, des ressources.

Frédéric Couchet - APRIL	APRIL (locaux à Paris) Organisation de promotion et de défense du *logiciel libre.* fcouchet@april.org
Fonction(s)	Directeur de l'APRIL. Fondateur de l'APRIL il y a 20 ans à Paris 8. Dionysien depuis 1998.
Activité(s)	- Une activité de promotion du logiciel libre, auprès du public, de la presse, rencontres avec des acteurs, rédaction de guides… - Une deuxième activité plus politique : faire évoluer l'environnement politique et juridique pour qu'il soit favorable au logiciel libre, ou pour lever les barrières.
Perspectives sur le territoire	Je suis dionysien, et à Saint-Denis on essaye d'initier des actions locales autour du logiciel libre. C'est plutôt en tant que dionysien que j'ai été intéressé par le projet. Pas évident : plusieurs événements pour essayer de toucher la population, leur expliquer ce qu'est le logiciel libre. Partenariat avec la mairie pour faciliter la communication et pour qu'elle s'engage dans la promotion et l'usage du logiciel libre. J'ai vu Valérie Bouet il n'y a pas longtemps parce qu'en interne ils ont embauché un nouveau DSI, et réfléchissent aux actions à faire par rapport au logiciel libre. La communauté logicielle libre de Saint-Denis est petite. On travaille avec la cyberbase qui est dans la Maison de la jeunesse. On a fait deux trois événements là-bas, mais ça a du mal à prendre, même si officiellement Didier Paillard a signé notre « pacte du logiciel libre ».

Problème(s)	- Ce pour quoi nous luttons : par exemple, aujourd'hui, on n'a pas la possibilité d'acheter seulement l'ordinateur sans les logiciels vendus avec : or c'est une pratique illégale. Les administrations pourraient être encouragées à choisir en priorité le logiciel libre, sauf s'ils démontrent qu'ils ne peuvent pas recourir à cela. - La question du mode de travail du logiciel libre : Principe de base du logiciel libre : permettre la contribution de tous les acteurs qui ont envie de le faire. Beaucoup de logiciels libres sont développés par des bénévoles, sur lesquels des entreprises contribuent, qui reversent aux communautés, il y a des collectivités qui participe, … Exemple : Nantes a annoncé qu'ils allaient migrer vers Libre Office, et ils vont utiliser les économies ainsi réalisées dans le développement de nouvelles fonctionnalités pour les logiciels. Une des caractéristiques fondamentales du logiciel libre : tous les acteurs peuvent participer. Ce serait bien d'avoir la possibilité de permettre à des gens de contribuer tout en ayant un salaire, un revenu, mais qui auraient le choix de se dire que le revenu qu'ils auront de cette façon-là leur suffirait pour vivre. L'une de leur contribution à la société serait du logiciel libre, ou produire de la contribution sur Wikipédia ou des cartes sur Open Street Map par exemple, c'est cela qui m'intéresse dans le revenu de base/revenu contributif. Ce serait une forme de financement de la contribution volontaire, à ce qu'on appelle aujourd'hui les « communs » : Tout ce qui est produit collectivement par des communautés, pour le bien commun ou finalement pour la contribution économique. Il existe une quinzaine d'entreprises au sein du réseau Libre entreprises (www.libre-entreprise.org/entreprises), il y en a qui fonctionnent selon un modèle « une personne une voix », et il y a des entreprises capitalistiques classiques comme Redat : toutes contribuent au logiciel libre. Tout habitant potentiellement, peut apporter sa pierre. Suggestion d'atelier sur Wikipédia = expliquer comment quelqu'un peut contribuer. Cliquer sur le bouton éditer. Se rendre compte qu'on peut contribuer. - Open Street Map : je vais contribuer en rajoutant des points sur cette carte-là - Les habitants des villes comme Saint-Denis sont des habitants plus intéressés par ces choses-là : historique de mobilisation sociale etc. Je défends le logiciel libre pour globalement améliorer la société, ce n'est pas que technique. Améliorer le bien vivre ensemble.

	C'est intéressant de faire cela sur un territoire. Cela pourrait permettre de dynamiser nos opérations locales pour les intégrer dans un ensemble plus global. La plupart des gens sont tellement habitués à utiliser des Windows ou Mac, souvent le logiciel libre fonctionne mieux sur les enfants et les personnes âgées : ils n'ont pas utilisé d'ordinateur jusqu'ici. Pas de mauvaises pratiques, pas bloqués parce qu'ils ont des mauvaises habitudes. Quel serait l'impact du mécanisme de revenu contributif sur cette contribution = est-ce que cela boosterait cette contribution ? Oui, C'est une intuition. Mais jusqu'à quel point ? Il y en a qui aiment ça de passer du temps bénévolement, mais si l'on pouvait travailler sur ses projets en journée plutôt que la nuit… Intuitivement ce que je sais, c'est qu'il y a plein de gens qui ont envie de faire des choses, et ces outils collaboratifs, les logiciels libres, les encyclopédies en ligne, justement permettent à des gens de contribuer, même sans être développeurs. Les gens contribueront, forcément. Pourquoi il y a des gens qui font du logiciel libre => parce que les gens peuvent le faire. L'homme qui fabrique rencontre l'homme qui joue. Mélange de ludique, on exprime une créativité, mais on fabrique quelque chose qui est utile. D'abord utile pour nous mais aussi pour d'autres. Ajouter des éléments sur une carte Open Street Map = nous est utile à nous, mais aussi à d'autres. C'est pareil sur Wikipédia = trouver un moyen agréable de contourner un problème, sur une voiture, sur une machine à laver = mise en ligne. On voit bien aussi le succès des forums de bricolages, je suis épaté par l'expertise de ces gens-là. Je suis convaincu que quand on permet de donner aux gens les moyens de contribuer, ils le font, avec l'informatique. Je dis « l'informatique », parce que quand on dit le « numérique », on pense : Twitter, Facebook, Snapchat. Mais la logique de ces outils est d'être usagers. Alors qu'en fait l'informatique ce n'est pas simplement pas être utilisateur, c'est être contributeur. Qu'ils se posent des questions sur ce qu'ils font quand ils utilisent un service, quel est l'impact. Tout n'est pas blanc et noir dans les outils. Construire une culture numérique : une première des choses que j'ai fait avec des enfants => j'ai ouvert un vieil ordinateur, une tour, et nous avons regardé à l'intérieur et décrit les composants. On avait décrit cela comme une sorte de ville. Ce qui permettait de leur expliquer : les informations que vous avez, la musique, etc. se trouve physiquement sur cet objet-là. Mais quand vous allez sur tel site, elle est ailleurs.

	Qu'est-ce qu'écrire du code informatique ? Un langage informatique est un langage : il y a du vocabulaire et une grammaire, et n'importe qui peut apprendre à le faire. De même pour la notion de réseau. Et il y a un véritable enjeu : à l'école on ne leur apprend pas ça. Refus d'utiliser le terme « numérique » => c'est un terme qui cache tout le reste Un autre vrai sujet important : l'accueil dans les communautés logiciel libres des minorités. Les cas qui tombent beaucoup : comment on accueille les femmes ? Ou ceux qui ne parlent pas la langue = il y a des communautés dans lesquelles, si l'on ne parle pas anglais, ce n'est pas possible. Ce ne sont pas des endroits faciles : entrer dans un hackerspace quand on est une femme, pas évident, ce sont des ancien squatts remplis d'hommes. Ou les jeunes : les mineurs, qui ont envie de contribuer, il faut pouvoir entrer dans ces communautés qui sont pas très ouvertes. Nous organisons une fois par mois un apéro ouvert à tous dans nos locaux.
Citations	**«** L'homme qui fabrique rencontre l'homme qui joue. »
Thématiques	Education Capacitation Technologies contributives Néguanthropie, économie Revenu contributif, droits sociaux et valeur "néguanthropique" Travail

La Maison des Jonglages	11 Avenue du Général Leclerc, 93120 La Courneuve Thomas Renaud, Directeur : thomas@maisondesjonglages.fr camille@maisondesjonglages.fr Clément Dazin, artiste, jongleur, danseur : clement.dazin@hotmail.fr
Fonction(s)	Entretien avec Thomas Renaud, Camille … et Clément Dazin (artiste en résidence)
Activité(s)	Association qui travaille autour de l'art du jonglage depuis 9 ans. Porte ensemble avec le théâtre municipal une reconnaissance : label scène conventionnée. Première scène conventionnée jonglage. Reconnue sur l'art du mouvement 4 grandes missions : 1) Aide à la création : résidence, co-production, 60 compagnies en résidences par an / studio jonglage, 6 salles. Le théâtre principal. 2) Diffusion : programmation de spectacles. Organisation du festival (9e). 7 lieux partenaires, à l'échelle de l'Ile-de-France 3) Formation : mais pas spécifique pour les jongleurs. 4 cycles de formation pour jongleurs avancés ou artistes en devenir. 4) Un pôle action artistique et culturelle : ouvert sur le territoire

	Clément Dazin a un projet de spectacle sur le travail qui sera joué en novembre 2017 à la Maison des Jonglages. Il souhaiterait rencontrer des personnes de toute sorte pour parler avec elles de leur rapport au travail.
Perspectives sur le territoire	Impressions suite à des ateliers culturels organisés avec différents publics : - Expérimentations : ateliers avec des classes de primo arrivants : 15 nationalités différentes, enfants très peu scolarisés. Inégalités des savoirs et des langages : on mène des projets autour du corps et du langage, depuis 3 ans, on est assez convaincu de nos démarches. Projets avec les enfants autistes : on était démunis. On y allait nus. Action culturelle avec toute sorte de public : Prisonniers de longue peine, etc. - Travail avec les élèves du CAP métier de la mode, travail avec des adolescentes qui sont dans ce cursus. Elles font du travail de Chinois, pas du tout intéressant, elles sont dégoûtées. Ce sont des adolescentes qui ont un rapport très difficile à leur corps : toujours maquillées, parfumées. Elles ne veulent pas qu'on les voit, veulent se mettre en valeur. Travail sur le mouvement au ralenti, transmission de cette technique et organisation d'une marche au ralenti dans leur lycée en passant leur bande son : « vous nous avez menti », avec des masques sur la tête, devant 4000 lycéens. J'ai eu plus peur que lorsque je vais seul sur scène. On allait au casse-pipe. Sur les 10 il n'y en a que 5 qui sont venues. Mais il y a une fille qui m'a dit : j'ai eu une sensation de toute puissance. Le cœur du projet était : vous avez le droit de faire ce que vous voulez. - Ateliers avec des enfants de primaire : Les discours que l'on entend des enfants, lorsqu'on leur parle des métiers. Tu veux faire quoi quand tu seras grand ? « Je vais faire gardien parce que il y a du travail ». Ils n'ont même pas la perspective du rêve. A 7 ans et demi ils disent « je vais faire agent de sécurité parce que mon père et mon frère m'ont dit qu'il y avait du travail là-dedans ». C'est vrai qu'ils ont peut-être peur de dire leur rêve devant tout le monde. Il y en a très peu qui disent quelque chose. - Au collège : Ce sont les premières générations qui sont dans une terreur par rapport au travail et l'emploi. Angoisse de toute la société qui leur retransmet. On ne sait pas ce que ça va créer. Quand je parle de spectacle ou d'artistes aux élèves, ils demandent « c'est payé combien ? on gagne beaucoup ? ». - Atelier jonglage dans une classe de 5^{e} : apprentissage du jonglage à trois balles. A la fin, dans une salle de classe, je leur ai demandé ce qui fait qu'on peut apprendre à jongler à 3 balles. On en a déduit des choses ensemble : qu'il fallait aller vite mais être très calme à l'intérieur, être concentré, se dire qu'on est capable de le faire, avoir des petits objectifs (d'abord une balle, 2 balles, 3 balles), être toujours maître du temps et d'abord faire des petites séries. Il faut que le processus de gratification au niveau du cerveau soit accompli. S'arrêter jusqu'où on est capable de s'arrêter et faire

	comprendre au cerveau qu'on en est capable. On a dressé cette liste-là, mais ces principes sont applicables par tout. - A propos de l'automatisation/improvisation, évocation du site swap : Système de notations mathématiques du jonglage. Règle mathématique que le jongleur suit et il sait que la figure va fonctionner s'il suit cette règle mathématique => « site swap », le jonglage scientifique. Il y en a qui l'on modélisé sur l'ordinateur. Denis Pommier : projet de lier cela avec l'informatique.
Citations	« Nous pouvons être un des maillons, un lieu d'expérimentation concret à l'année ou sur des festivals… »
Thématiques	Art Education Capacitation Travail

AXE 3 - SOCIÉTÉ, TERRITOIRE, PUISSANCE PUBLIQUE

Alain Vaucelle
Terrinum
Hélène Vicq
Lydie Fenech

Alain Vaucelle	alain.vaucelle@plainecommune.com.fr
Fonction(s)	Chargé de mission numérique – Plaine Commune Fondateur du Centre de prospective numérique territoriale TerriNum
Activité(s)	Chargé de mission numérique
Perspectives sur le territoire	Cet entretien contient un panorama des initiatives relatives au numérique à Plaine Commune à ce jour. Consulter le document complet pour un développement complet sur chaque initiative. Idées principales : - Déploiement des infrastructures pour la fibre : nécessité d'y ajouter une stratégie politique - Centre de Prospective Numérique TerriNum : quelles synergies trouver avec le projet ? - Convention éducation : nécessité d'une réflexion sur politique à mener sur l'équipement numérique des écoles : comment mobiliser les élus ? - Expérimentation mobilier urbain avec Orange : Problématique du développement « endogène » du territoire, comment permettre des retombées éco et sociales ? - AV a mené une étude de la filière numérique sur le territoire, réalité du terrain : 10% des emplois et 15% des entreprises = retrouver cette étude et la réinterpréter - DatAct : projet de créer une régie de données, avec nouveau rôle de la puissance publique comme tiers de confiance. Problème : freiné, peu de soutien des élus. - Projet de rénovation urbaine à Stains : lié à la data, réflexion sur les capteurs - Importance des médiathèques pour accéder aux populations

	- Document Vision 2030 de TerriNum paru en mai 2016 : aider les élus à se positionner sur les questions de la ville intelligente et donner une ligne directrice.
Thématiques	Territorialité Smart cities Puissance publique

Terrinum **Valéria Young**	v.young@terrinum.org http://terrinum.org/
Fonction(s)	Cheffe de projet du Centre de prospective numérique territoriale TerriNum
Activité(s)	Le Projet Terrinum a été acté en 2014 entre Plaine Co et le programme d'excellence en formations innovantes IDEFI-CréaTIC, piloté par l'Université Paris 8. Terrinum s'est constitué à la suite du constat qu'il y avait une série de projets numériques sur le territoire non coordonnés. Qu'il était important d'en faire l'inventaire, ainsi qu'un inventaire des besoins de façon à pouvoir élaborer une stratégie numérique du territoire. Terrinum se considère comme un organisme d'aide à la décision des élus du territoire dans le domaine du numérique Le programme actuel de Terrinum a pour ambition de réfléchir scientifiquement à la notion de ville intelligente, de déconstruire cette notion pour l'adapter à Plaine Commune. Dans cette perspective ils travaillent à l'identification des projets en cours ou à venir, et aux problématique aux quelles les acteurs sont confronté aux quotidien sur le territoire La méthodologie de Terrinum se décompose en trois grandes phases : 1) Aller sur le terrain et recenser les projets 2) Mener une veille sur les « villes intelligentes » en France et dans le monde. 3) Réaliser des ateliers d'innovation ouverte avec les acteurs interviewés : - Numérique et développement durable - Numérique et développement économique - Numérique et participation citoyenne
Problème(s)	Valéria considère qu'il faudrait une délégation au numérique sur le territoire, pour que le numérique soit appréhendé par l'ensemble de la collectivité. Pour elle, actuellement 3 niveaux non coordonnés sont concernés : 1. Economie 2. CIG 3. DSI

	Le plus difficile est la conduite du changement. Le Territoire l'a vécu douloureusement dans les laboratoires de cinéma, nombreux licenciement à Eclair. La symbolique des métiers peut rendre difficile l'adaptation à une nouvelle technologie. De Castro : Prendre en compte le consommateur, la société civile attention de ne pas prendre en compte uniquement la production.
Thématiques	Territorialité *Smart cities* Puissance publique

Hélène Vicq	Helene.vicq@plainecommune.com
Fonction(s)	Responsable du projet d'éco-quartier fluvial de l'Île Saint-Denis Elue à la mairie du 20e arrondissement de Paris
Activité(s)	Ile Saint-Denis : Commune de 7200 habitants, va le projet va amener 3500 habitants supplémentaires. Les premiers chantiers ont démarré en janvier, après un travail préparatoire de 10 ans. Site du projet : http://www.lile-saint-denis.fr/fr/information/82778/l-ecoquartier-fluvial-quartier-exemplaire Je pense qu'on fait vraiment un éco quartier, par rapport à la terminologie habituelle : L'idée était de ne pas faire un objet technologique mais de réfléchir à la robustesse et au long terme. Avec Michel Beauregard, maire de l'Île, on se dit que l'éco quartier est un écosystème urbain : on a croisé les thèmes et nous avons pris la meilleure solution par le croisement des thèmes. Ex : Pas de stationnement enterré sous les bâtiments car ce n'est pas intelligent du point de vue de la pollution des sols, de l'imperméabilité, et ce n'était pas intelligent parce qu'on voulait que les gens se baladent (usage) et réduire la place de la voiture. => Suivre le principe d'écosystème et de croisement des sujets. On a lancé un certain nombre d'études techniques mais on les a lancées toutes en même temps. Equipe concertation + Equipe architecte + équipe études environnementale.
Problème(s)	Quartier sud : tout de suite après les entrepôts = 95% de logement social. Enjeux politique qu'il n'y ait pas un décrochage de cette population. L'Île Saint-Denis : 70% de logement social L'éco quartier : 60% d'accession à la propriété

	Beaucoup de population nouvelle qui va arriver. Comment faire que la dynamique de l'éco quartier serve les projets de rénovation urbaine existants et particulièrement « hard ». Projet d'habitat participatif Dans chacun des immeubles il y a un espace partagé. Mais on a un projet qui va plus loin parce que toute la conception a été faite par un groupe d'habitants qui a choisi de travailler comme cela. La concertation a commencé en 2006. On a imposé que ce projet soit en moitié en accession et en moitié en bailleur social. Cela signifiait pour le bailleur social que le projet soit pour partie construit avec les futurs locataires. Ils n'allaient pas être parachutés dans un bâtiment qu'ils n'ont pas conçu. Il y a un rez-de-chaussée de cet habitat.
Thématiques	Urbanisme Smart cities Capacitation

Lydie Fenech	Directrice du Pôle Media Grand Paris
Fonction(s)	Association créée en 2002, à l'origine créée par Plaine Commune qui avait vu arriver des entreprises de la filière image. Progressivement l'association a grossi, est devenue indépendante de Plaine Commune, mais en même temps elle reste très dépendante du critère territorial. Notre travail est d'inciter les gens à venir dans un réseau collaboratif alors que généralement ils sont concurrents. Nous on fait ça au niveau des entreprises. Pas plus simple au niveau des entreprises que des citoyens des quartiers.
Activité(s)	La première mission donnée : Commission du film de Seine-Saint-Denis : faciliter l'accueil des tournages sur le territoire. Chapeauté par *Film France*, association qui accueille principalement les films internationaux. Au fur et à mesure, d'autres missions pressenties : en 2010 la DATAR a lancé le programme de grappes d'entreprises : système de cluster. Le premier objectif des pôles de compétitivité était d'amener les sociétés vers la recherche. Depuis le dernier audit, réorientation des pôles de compétitivité vers l'innovation et pas de renouvellement des financements aux grappes d'entreprises. Grave erreur car ce sont des clusters à taille humaine : 85 entreprises + 15 organismes de formation et de recherche. C'est un service d'accompagnement au développement économique de proximité.

	Le pôle : catégorie cluster triple hélice : entreprise + formation + collectivité territoriale Faire un réseau collaboratif pour faire en sorte que les entreprises puissent se développer plus facilement sur le champ de l'innovation. Cinq axes d'action : - L'innovation dans la filière image : tout ce qui est innovation dans les contenus, les supports, la diffusion, et surtout aujourd'hui l'innovation dans la manière dont on inclut les publics dans nos programmes, nos films, nos œuvres. Là où on rejoint l'idée de la recherche contributive : on travaille sur l'UX, la *user experiment*, expérience qui est la plus fondamentale. - Le financement Mise en place d'un prêt d'honneur, le « prêt d'honneur image ». - La formation Très important car à l'ère du digital les compétences ne sont plus du tout les mêmes. La nomenclature des métiers ne bouge pas tant que ça, un chef opérateur est toujours un chef opérateur, sauf que ce qu'il fait à l'intérieur n'a plus grand chose à voir. Les compétences du coup non plus. Même si on sait que des nouveaux métiers vont s'additionner. Ex : Le *community management* devient un métier chez nous, sur lequel il y a un tronc commun avec d'autres activités affectées par le numérique. Gros problème dans la société digitale parce que les technologies, les logiciels se développent à une vitesse folle et il est absolument impossible que les systèmes de formation, qui sont extrêmement lourds en France, avec les OPCA, etc. s'adaptent… ils n'ont pas la souplesse nécessaire aujourd'hui. Trouver des systèmes qui permettent aux gens de se former très vite et d'obtenir des certifications rapidement. Il faut un assouplissement sur les systèmes de formation. Pas une déqualification des formations, un assouplissement sur la manière dont les process administratif freinent les individus. Nous quelque part, du point de vue de la formation, on est une filière « exemplaire », puisque les intermittents se forment jusque très tard. Les intermittents : secteur où les gens ont une bonne formation initiale. On a un observatoire sur l'emploi et la formation dans la filière image. Cf le doc « Emploi formation prospective - Dans la filière image du nord parisien » - Le Développement à l'international - La RSE – Développement durable
Problème(s)	- Réflexion sur les intermittents du spectacle : J'ai été intermittente et j'ai employé des intermittents aussi. C'est sûr qu'humainement c'est remarquable, tout le monde rêverait de ne pas travailler tous les jours de cette manière-là, mais en même temps on restait des précaires, avec tout ce que ça veut dire au niveau de la

	société : obtenir un prêt, etc… La plupart des intermittents ont pour compagnon des fonctionnaires ! Le problème de l'intermittence, c'est les gens qui les emploient. Et qui en profitent ou pas. Tout le monde en profite de ce système. L'intermittent, il en profite parce qu'il est indemnisé y compris le dimanche. Indemnisé 15 jours s'il travaille 15 jours. Ça, c'est extraordinaire. Par contre il y a des employeurs qui en profitent. Petit Renaud : il a fait son émission là-dessus. Il employait des gens qui travaillent 22 jours dans un bureau et en fait étaient déclarés 15 jours sur sa propre boîte. Eux ils s'en fichaient puisque de toute façon ils étaient indemnisés sur les 30 jours. C'est un système qui était devenu très pervers. La première réglementation : maintenant vous devez avoir plusieurs employeurs dans un même mois. Je ne sais pas si cela a vraiment ramené de la vertu dans tout ça. Moi, il est m'est arrivé à un moment d'avoir 4 intermittents employés à plein temps, à qui j'ai proposé de passer au régime général et qui ont refusé parce que pas intéressant pour eux. Et en tant qu'employeur on peut pas atteindre ce niveau de salaire apporté par le régime des intermittents. Maintenant, la filière a beaucoup travaillé là-dessus, régulation, numéro d'agrément. C'est beaucoup plus contrôlé. Cela vaudrait le coup de rencontrer les gens qui s'occupent de cela à la FICAM. Et en même temps, c'est un statut très libre, c'est génial. Beaucoup plus vertueux en tout cas que le système Uber.
Thématiques	Capacitation Education Smart cities Art Travail